

Résumé

Les modes de vie du XXI^e siècle et l'augmentation de la population mondiale exercent des pressions sur des ressources environnementales essentielles, dont l'air, l'eau et les sols, ainsi que sur les espèces animales et végétales dont elles permettent la vie. Est-ce que nous réussissons à rompre le lien entre croissance économique et dégradation de l'environnement ? Le bilan est mitigé. Il y a des progrès dans des domaines clés comme la pollution atmosphérique, les transports, l'énergie, l'eau et la biodiversité, mais ils ne sont pas suffisants pour sauvegarder durablement nos ressources naturelles.

Les pressions exercées sur l'environnement continuent d'augmenter, mais depuis les années 90, elles progressent généralement à un rythme inférieur à celui de la croissance économique dans les pays de l'OCDE : c'est ce qu'on appelle un découplage relatif.

L'intensité énergétique – c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire pour produire une unité de PIB – a baissé au cours des deux dernières décennies dans les pays de l'OCDE. La part du gaz dans le mix énergétique a augmenté, mais les approvisionnements énergétiques restent dans l'ensemble dominés par les autres combustibles fossiles. La part des énergies renouvelables est restée relativement stable dans la zone OCDE, à environ 9 % des approvisionnements, avec cependant une légère hausse ces dernières années. Plusieurs facteurs sous-tendent la baisse de l'intensité énergétique, dont les évolutions structurelles au sein de l'économie, les mesures en faveur des économies d'énergie et de l'environnement, le progrès technique et, dans le cas de certains pays, la délocalisation à l'étranger de certaines productions grosses consommatrices d'énergie et de ressources.

Les progrès en termes de réduction de la consommation d'énergie par habitant sont beaucoup plus lents, ce qui s'explique en partie par la hausse de 17 % de la demande d'énergie pour les transports. Ceux-ci restent dominés par les **transports routiers**, d'où un accroissement de la consommation de carburants et de la construction de routes qui se répercute sur la santé humaine et la nature. Les pays ont pris des mesures pour promouvoir des véhicules plus propres, mais leur effet a été largement compensé par la progression du parc automobile et de l'utilisation des véhicules. Les activités de transport restent globalement couplées à la croissance économique, et la circulation routière augmente même plus vite que le PIB dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE.

L'intensité matérielle – c'est-à-dire la quantité de ressources en matières nécessaires pour produire une unité de PIB – est également en baisse depuis 1990. La zone OCDE a connu un découplage relatif entre l'utilisation de matières et la croissance économique. Cela tient en partie à l'essor du secteur des services et à la crise économique, et en partie à la hausse des importations et à la délocalisation à l'étranger de productions qui consomment beaucoup de ressources.

La production agricole dans la zone OCDE a progressé moins vite entre 2000 et 2010 qu'au cours des années 90. Parallèlement, toute une série de pressions environnementales liées à l'agriculture ont diminué : émissions de gaz à effet de serre (GES), consommation d'eau et d'engrais et excédents d'éléments nutritifs (avec transfert potentiel de minéraux dans les sols, l'eau et l'air). La baisse du niveau du soutien agricole, et en particulier des types de soutien les plus dommageables pour l'environnement, a joué un rôle important dans ces améliorations.

Dans l'ensemble, il convient de redoubler d'efforts afin de passer d'un découplage relatif à un découplage absolu, ce qui serait une évolution décisive pour faire reculer les atteintes à l'environnement, de protéger le stock de ressources naturelles et d'améliorer la qualité de vie environnementale des populations.

Principales constatations

- Les **émissions de gaz à effet de serre (GES)** restent globalement orientées à la hausse dans le monde. Le CO₂ est prédominant parmi les GES et demeure le principal déterminant de la tendance générale. Depuis 1990, les **émissions de dioxyde de carbone (CO₂) liées à l'énergie** ont progressé plus lentement dans la zone OCDE qu'au niveau mondial. Aujourd'hui, les pays de l'OCDE sont à l'origine de moins de la moitié des émissions mondiales de GES, mais ils affichent toujours des émissions de CO₂ par habitant nettement plus élevées : 10 tonnes par habitant contre 4 tonnes par habitant dans la plupart des autres régions. Beaucoup de pays de l'OCDE ont découplé leurs émissions de CO₂ du PIB, même s'il s'agit pour l'instant d'un découplage faible et si les émissions continuent de progresser dans de nombreux pays.
- Les émissions **d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x)** ont notablement baissé depuis 1990 dans la zone OCDE (de 69 % et 36 %, respectivement). Il y a eu un découplage fort entre les émissions de SO_x et le PIB dans quasiment tous les pays de l'OCDE, et entre les émissions de NO_x et le PIB dans deux tiers d'entre eux. Dans quelques-uns, les émissions de NO_x ont en revanche continué d'augmenter au rythme de la croissance du PIB et de l'accroissement ininterrompu de la circulation routière. L'ozone troposphérique, les concentrations de NO₂, les particules fines et les polluants atmosphériques toxiques continuent d'avoir des effets dommageables sur la santé humaine, en particulier dans les zones urbaines.
- Les **prélèvements d'eau douce** sont restés généralement stables depuis les années 90 dans la zone OCDE, malgré la sollicitation accrue de toute une série de sources. Cela s'explique par l'utilisation plus efficace de la ressource et les politiques de tarification améliorées, mais aussi par un recours accru à des sources de substitution, dont la réutilisation et le dessalement de l'eau. Dans beaucoup de pays de l'OCDE, on a constaté un découplage relatif entre les prélèvements d'eau et la croissance du PIB, mais les résultats obtenus varient d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays.
- Les **infrastructures de traitement des eaux usées** ont été largement développées : la proportion des habitants de la zone OCDE raccordés à une station d'épuration municipale est passée d'environ 60 % au début des années 90 à près de 80 % en 2010. Dans certains pays, pour que le traitement des eaux usées continue de gagner du terrain, le défi consistera notamment à trouver d'autres moyens de desservir les lotissements isolés ou de petite taille. Beaucoup de pays sont confrontés à une hausse des coûts car

ils doivent entretenir et moderniser leurs réseaux de distribution et d'assainissement vieillissants.

- La **superficie des zones protégées** a augmenté dans quasiment tous les pays de l'OCDE pour atteindre environ 11 % du territoire global. Cependant, ces zones ne sont pas toujours représentatives de la biodiversité nationale, ni suffisamment bien reliées entre elles. Les menaces pesant sur la **biodiversité**, en particulier celles dues aux changements d'affectation des terres et à la mise en place d'infrastructures, vont en s'amplifiant ; beaucoup d'écosystèmes naturels ont subi des dégradations et de nombreuses **espèces animales et végétales** sont en danger dans les pays de l'OCDE. Les menaces sont particulièrement fortes dans les pays densément peuplés.
- La **superficie des forêts** est demeurée relativement stable dans la zone OCDE, autour de 30 % des terres émergées. La plupart des pays de l'OCDE se caractérisent globalement par une utilisation durable des ressources forestières en termes quantitatifs. Il existe toutefois d'importantes variations au niveau infranational et de nombreuses forêts sont menacées pour cause de dégradation, de morcellement et de changement d'affectation des sols. La demande accrue de bois induite par les objectifs en matière d'énergies renouvelables joue un rôle de plus en plus important dans l'exploitation commerciale des forêts.
- La production de **déchets municipaux** a augmenté de 19 % dans la zone OCDE au cours des années 90, mais cette progression a ralenti au début des années 2000. Aujourd'hui, chaque habitant de la zone OCDE produit en moyenne 530 kg de déchets par an, soit 30 kg de plus qu'en 1990 mais 30 kg de moins qu'en 2000. De plus en plus de déchets produits dans les pays de l'OCDE échappent à l'enfouissement et à l'incinération pour être réinjectés dans l'économie grâce au recyclage. La mise en décharge n'en reste pas moins le mode d'élimination dominant dans beaucoup de pays de l'OCDE.



Extrait de :
Environment at a Glance 2013
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264185715-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Résumé », dans *Environment at a Glance 2013 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264221802-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.